



Mai, 2014

## Sommaire

### SOCIETE

#### Public Health a Major Priority in African Nations

(P.1-2)

### SCIENCES & TECHNIQUES

#### Markets for Cybercrime Tools and Stolen Data

(P. 2-3)

### ECONOMIE

#### Africa Progress Report: Financing Africa's Green and Blue Revolutions

(P.3- 4)

#### Making inclusive growth happen

(P. 4-5)

### ENVIRONNEMENT

#### Global Energy Market Review

(P. 5-7)

### POLITIQUE

#### Charting the Contours of Asia's Megatrends

(P. 8-7)

#### Contact :

Institut Royal des Etudes Stratégiques  
Avenue Azzaitoune, Hay Riad  
Rabat 10100, Maroc  
Tél. : +212 (0) 537 71 83 83  
Fax : +212 (0) 537 71 37 99  
Email : contact@ires.ma

### ◆◆◆◆◆ SOCIETE

#### Public Health a Major Priority in African Nations / PEW Research Center, 2014

Source:<http://www.pewglobal.org/files/2014/04/Pew-Research-Center-Public-Health-in-Africa-Report-FINAL-MAY-1-2014.pdf>

Tags : | Société | Santé publique | Maladies | VIH| Afrique | OMD |

Selon cette étude publiée par Pew Research Center, think tank américain, l'investissement dans les systèmes de santé de la population africaine est au cœur des stratégies de développement en Afrique à même de faire progresser la croissance économiques, rapprocher les pays de la réalisation des objectifs des stratégies nationales de réduction de la pauvreté et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

La couverture sanitaire en Afrique est marquée, notamment, par une accélération de la construction et la restructuration des centres de santé, l'accès aux soins prénataux, l'accès à la prévention et au traitement contre le sida, la tuberculose et le paludisme, etc.

Sur les six pays du continent africain, objet de l'étude, à savoir le Ghana, le Kenya, l'Ouganda, le Sénégal, le Nigéria et l'Afrique du Sud, environ 76% des populations questionnées estiment que leurs gouvernements devraient considérer la construction d'hôpitaux ainsi que la prévention et le traitement du SIDA comme premières priorités.

L'amélioration des hôpitaux constitue un élément prioritaire pour le Ghana, le Kenya et l'Ouganda, tandis que la prévention et le traitement du SIDA constituent une priorité importante pour le Nigéria et l'Afrique du Sud qui sont marqués par des taux élevés de prévalence du VIH/sida, considérée comme première cause de mortalité, respectivement 17,6% et 3,1% de la population.



En revanche, la lutte contre la faim est figure comme priorité au Sénégal avec un taux de prévalence de la malnutrition environ 15% en 2013. L'étude souligne que l'Afrique subsaharienne est la seule région du monde, où l'état nutritionnel des populations ne s'est pas amélioré au cours des deux dernières décennies et cela ne semble guère évoluer dans près de la moitié des pays.



## ◆◆ SCIENCES & TECHNIQUES

### ► Markets for Cybercrime Tools and Stolen Data/Rand Corporation, 2014

Source :

[http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research\\_reports/RR600/RR610/RAND\\_RR610.pdf](http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR600/RR610/RAND_RR610.pdf)

Tags : | Techniques | Cybercriminalité | Internet | Connectivité | NTIC | Mobile | Marchés |

Les marchés noirs de la cybercriminalité ont considérablement évolué pour atteindre une certaine maturité et une croissance sans égale. Ce phénomène devrait avoir un fort impact sur les affaires des entreprises et sur la propriété intellectuelle.

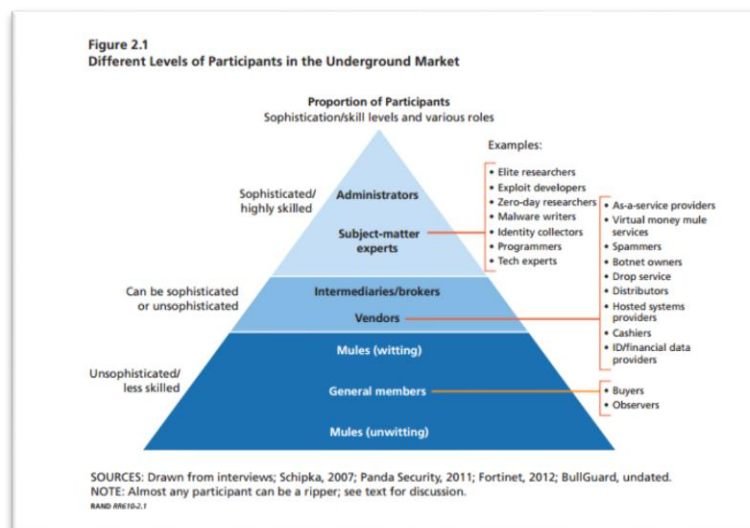
Ce rapport brosse les menaces que présente l'évolution rapide de la communauté des cybercriminels qui ont réalisé des exploits en matière de cyber-crime grâce à l'usage d'outils technologiques sophistiqués et de nouveaux procédés.

Selon le rapport, le cyber marché noir se subdivise généralement en petits groupes ou individus isolés dont la moyenne est de 70%, des individus impliqués dans des structures organisées de cyber-crime et qui sont d'environ 20%, des acteurs du cyber-terrorisme.

Le rapport estime que les cyber-acteurs sont d'environ 10 à 20% et sont difficiles à repérer et seulement 25% des cybercriminels. Cette proportion limitée est due à l'essor d'outils assez simples à manipuler et des prix de plus en plus bas.

A titre d'illustration, l'usurpation des données d'une carte bancaire coûte environ 20 et 45 dollars l'unité ou encore l'accès dérobé à un compte Twitter pourrait être également profitable pour les cybercriminels car les données reconquises sont susceptibles de donner accès à d'autres données confidentiels.

Enfin, le rapport souligne que l'ampleur du marché noir de la cybercriminalité serait difficile à cerner par les spécialistes dans les décennies futures, favorisé davantage par l'hyper-connectivité, la prolifération des périphériques connectés et le pouvoir des médias sociaux et des mobiles, qui seraient de plus en plus ciblés.



Source: Rand Corporation, 2014





## ECONOMIE

### ► Africa Progress Report: Financing Africa's Green and Blue Revolutions

/ Africa Progress Panel (APP), 2014

Source : [http://africaprogresspanel.org/wp-content/uploads/2014/05/APP\\_AR2014\\_LR.pdf](http://africaprogresspanel.org/wp-content/uploads/2014/05/APP_AR2014_LR.pdf)

Tags : Economie | Economie africaine | Croissance économique | Ressources halieutiques | Poissons | Economie verte | Economie bleue

L'Afrique subsaharienne a enregistré une forte croissance au cours de la dernière décennie. Ce rapport met en relief les opportunités et les risques auxquels est confrontée l'Afrique ainsi que les actions que devraient entamer les gouvernements de la région pour que cette croissance soit génératrice de développement.

La montée en puissance de l'Afrique est favorisée notamment par l'essor des économies de l'ensemble de la région, l'amélioration des indicateurs sociaux et la baisse des taux de la pauvreté absolue.

Le rapport souligne que la croissance africaine a été renforcée par la hausse des prix des matières premières. Par ailleurs, son maintien a été favorisé par les différents apports de la politique macroéconomique. Dans ce sens, l'agriculture constitue le secteur le plus générateur de développement. Même si, l'Afrique abrite un nombre considérable de projets de développement dans des secteurs vitaux dont notamment l'industrie agroalimentaire, la pêche côtière, l'aquaculture, le continent africain n'affiche pas des progrès notables à même de générer une croissance économique durable.

Le rapport note que l'Afrique subsaharienne perd annuellement environ 20 milliards de dollars à cause des activités illicites de la pêche et de l'exploitation forestière qui s'accroissent davantage devant les besoins croissants des marchés émergents en ressources halieutiques et forestières. Le rapport souligne qu'en plus en

l'agriculture, la pêche constitue une source primordiale, créatrice d'emploi, de commerce et de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le rapport rappelle que les zones côtières et marines africaines abritent les ressources halieutiques les plus importantes au niveau mondial, en particulier les côtes de la Mauritanie, de la Namibie et du Mozambique. Les côtes africaines sont aujourd'hui menacées, pour deux raisons dont notamment la hausse des cours mondiaux du poisson, soutenue par le besoin accru de la Chine pour les espèces maritimes de haut gamme et la diminution des captures à la suite des politiques de conservations en Amérique et en Europe.

Enfin, l'Afrique devrait mener ses révolutions verte et bleue en faveur d'un développement durable, appuyé par des projets africains innovants et encouragés par les expériences des autres régions. De plus, le rapport préconise l'adoption de politiques de substitution aux importations dans l'agriculture afin de réduire la facture africaine d'importations alimentaires qui s'élèvent à 35 milliards de dollars par an.

### ► Making inclusive growth happen/ OCDE

Source: <http://www.oecd.org/inclusive-growth/All-on-Board-Making-Inclusive-Growth-Happen.pdf>

Tags : Economie | Société | Inégalités | Pays de l'OCDE | Revenus | Pauvres | Riches |

Selon ce rapport publié par l'OCDE, les inégalités enregistrées entre les riches et les pauvres entravent la stabilité économique et fragilisent le bien-être des populations. Les conséquences d'une croissance plus inclusive pourraient contribuer à l'amélioration du bien-être et au maintien de la croissance économique.

Le rapport souligne que la réduction de l'écart croissant entre riches et pauvres dépend des mesures efficaces qui dépassent la dimension de revenus à des perspectives



d'amélioration de l'accès à l'enseignement, des infrastructures publiques et services de santé de qualité.

Les bénéfiques en termes de croissance économique demeurent disproportionnés dans les pays à plus hauts revenus. En 2010, dans les pays de l'OCDE, le revenu moyen des 10% de la population riche était 9.5 fois supérieur à celui des 10% des plus pauvres. A titre d'illustration, aux États-Unis, les 1 % les plus riches se sont accaparés 47% des revenus lors des trois dernières décennies, alors qu'au Canada, ce taux se situait à 37%, contre environ 20% en Australie et au Royaume-Uni.

Par ailleurs, le rapport souligne qu'il existe des liens entre revenu, éducation et santé. D'autant plus que les personnes ayant suivi un enseignement supérieur intègrent facilement le marché d'emploi, bénéficient de hauts revenus de salaires et jouissent d'une bonne santé.

Le rapport rappelle que comparativement à la décennie précédente, les inégalités se sont accentuées, en particulier depuis la crise financière de 2008. La répartition des richesses de manière égalitaire prévalait dans la zone OCDE, surtout dans la période des « Trente glorieuses ».

Enfin, le rapport préconise la mise en œuvre de politiques économiques et sociales favorisant l'équité et la croissance. Cet objectif ne pourrait être atteint qu'à travers des investissements dans des infrastructures de qualité et dans des programmes de formation pour les populations démunies ainsi les citoyens pourraient regagner la confiance dans leurs gouvernements.



## ◆◆◆ ENVIRONNEMENT

► **Global Energy Market Review**  
/Enerdata, Global Energy Intelligence, 2014

Source: <http://www.enerdata.net/enerdatauk/press-and-publication/publications/world-energy-statistics-supply-and-demand.php>

Tags : Environnement | Energie | BRICS | Pays de l'OCDE | Gaz à effet de serre | Consommation |

Cette étude retrace les grandes tendances qui ont marqué le paysage énergétique mondial en 2013.

Hormis le dynamisme des marchés américains, les pays de l'OCDE ont connu une situation mitigée, marquée notamment par une stagnation de leur consommation énergétique. Les BRICS affichent une dynamique soutenue, de plus en plus dominante dans les nouveaux équilibres énergétiques au niveau mondial.

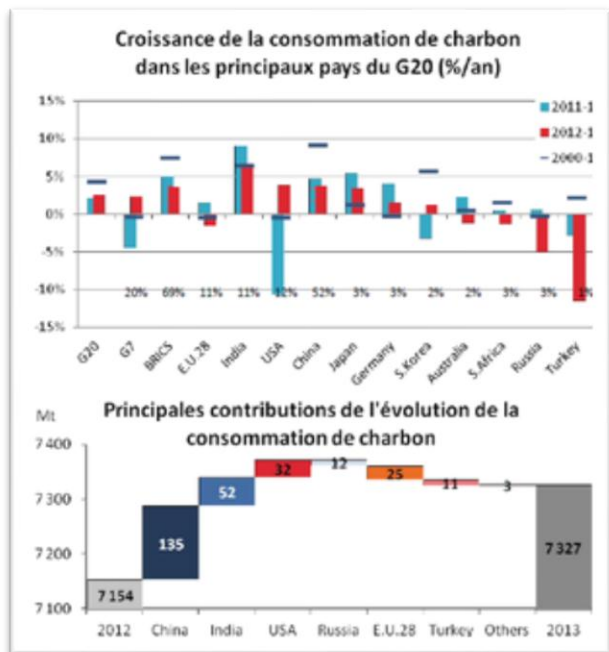
Le rapport souligne que les émissions de gaz à effet de serre sont en augmentation (+2% en 2013 soit 26,1 GtCO<sub>2</sub>), à un rythme équivalent à l'évolution de la croissance de la demande énergétique mondiale (+2,8%).

La corrélation entre la consommation énergétique et les émissions de gaz carbonique stagne depuis la dernière décennie inhalant tout signe de décarbonisation de l'énergie au niveau mondial. Par ailleurs, certains pays notamment la France, l'Italie, la Russie et les États-Unis ont plus enregistré une légère décarbonisation de leurs systèmes énergétiques. Tandis que d'autres, comme l'Inde, l'Indonésie ou le Japon affiche des taux élevés de carbonisation.

Le rapport révèle que la part du charbon dans la consommation énergétique du G20 a dépassé celle du pétrole avec 34% du total contre 29%. Tandis que les parts des autres sources d'énergie demeurent invariables.



La hausse effrénée de la consommation d'énergie riche en carbone fossile ne fait que croître le rythme des émissions de CO<sub>2</sub>. Les Etats-Unis ont été marqués par une grande inflexion qui passe d'une chute entre 2011 et 2012 à une forte croissance en 2013. Ceci est dû à la hausse des prix du gaz et du charbon en raison des productions massives de gaz de schiste.



Source : Enerdata, Global Energy Intelligence, 2014



## ◆◆◆ POLITIQUE

► **Charting the Contours of Asia's Megatrends/** Center for a New American Security, 2014

Source: <http://www.cnas.org/7-asia-pacific-megatrends#.U4X1IoW9KUc>

Tags : Politique | Sécurité | Défense | Asie Pacifique | Chine | Etats-Unis | Mondialisation | Coopération |

Le rapport publié par le Center For a New American Security, think tank américain spécialisé dans les questions de défenses et de sécurité, dresse un aperçu des tendances lourdes qui façonneraient l'environnement sécuritaire de la région Asie-Pacifique.

Le rapport met en exergue sept tendances lourdes susceptibles de marquer

la région de l'Asie-Pacifique lors des prochaines décennies. Il s'agit de :

- **La Chine : puissance en émergence**

En dépit des effets conséquents de la crise économique et financière mondiale, la Chine a consolidé son assise internationale. Septième puissance économique mondiale il y a 20 ans, l'économie chinoise, est devenue la deuxième économie mondiale en 2010, devançant le Japon qui occupait cette place depuis 1968. Si la tendance actuelle se poursuivait, la Chine pourrait devenir la première puissance mondiale devant les Etats-Unis à l'horizon 2020-2025 (en parité de pouvoir d'achat).

Le budget de la défense chinoise, deuxième plus élevé du monde après celui des Etats-Unis, s'est renforcé, notamment, à cause des questions de litiges territoriaux maritimes, qui impliquent le Japon, les Philippines et le Viêt-Nam. Cette crise géopolitique risquerait de bouleverser les dynamiques de la sécurité régionale.

- **Le rééquilibrage et l'évolution du leadership des États-Unis**

Les Etats Unis ont engagé « une politique de bascule » vers l'Asie. Ce virage, servant les intérêts économiques et stratégiques des Etats Unis, est susceptible de renforcer son contrôle de la région. La Chine qui, en accroissant annuellement son budget militaire de plus de 10 % depuis deux décennies, risquerait de devenir un inquiétant rival dans la région.

- **Les potentialités conflictuelles issues des rivalités étatiques**

Cette tendance souligne que le contexte stratégique asiatique serait marqué par des opérations de diplomatie coercitive à cause notamment du litige de souveraineté dans les mers de Chine orientale et méridionale. La région Asie Pacifique serait caractérisée comme une « zone grise » entre guerre et paix.



- **L'intensification de la coopération de sécurité bilatérale et multilatérale**

Les tensions que traverse la région engendreraient un développement, sans précédent, de la coopération tant bilatérale que multilatérale en matière de sécurité, dans les années à venir. La dernière décennie a été marquée par la multiplication des accords bilatéraux de coopération de défense et de sécurité au sein de la région, provoquant de nouvelles conjonctions entre l'Asie orientale et l'Asie du Sud-Est, l'océan Pacifique et l'océan Indien.

- **L'instabilité politique et économique de nombreux pays**

En dépit d'une croissance soutenue lors des dernières années, de nombreux pays d'Asie demeurent apprêtés à l'instabilité politique. En effet, d'ici 2030, la population urbaine abritant l'Asie-Pacifique s'accroîtrait, en moyenne, annuellement, de 44 millions de personnes, ce qui constituerait une entrave de développement dans le contexte du réchauffement climatique.

- **La mondialisation de l'Asie**

Selon ce rapport, les pays asiatiques chinois et indien, représenteraient, à eux seuls, plus de la moitié de la consommation mondiale d'énergie à l'horizon 2035. Les investissements à l'étranger effectués par les compagnies pétrolières chinoises (CPN) ont atteint plus de 100 milliards de dollars dans le secteur de l'exploration et de la production. Les compagnies japonaises, sud-coréennes et indiennes mènent également des projets de grande envergure à l'étranger.

- **La démocratisation et les perturbations engendrées par les nouvelles technologies**

La prolifération marquante des nouvelles technologies et leur introduction dans les sphères militaires et politiques pourraient entraîner des conséquences déstabilisatrices pour les équilibres stratégiques, économiques et politiques de la région Asie Pacifique.



# INDEX DES TAGS

---

## A

Afrique.....	1
Asie Pacifique .....	7

---

## B

BRICS .....	4
-------------	---

---

## C

Chine.....	7
Connectivité.....	2
Consommation.....	4
Coopération.....	7
Croissance économique.....	3, 4
Cybercriminalité .....	2

---

## D

Défense .....	7
Développement durable .....	3
Développement économique.....	4

---

## E

Ecologie.....	6
Economie .....	3, 4
Economie africaine.....	3
Economie bleue.....	3
Economie verte.....	3
Energie .....	4
Environnement .....	4, 6
Etats-Unis .....	7

---

## G

Gaspillage alimentaire .....	6
Gaz à effet de serre .....	4

---

## I

Inégalités.....	4
Internet.....	2

---

## M

Maladies.....	1
Malnutrition.....	1

Marchés .....	2
Mobile.....	2
Monde arabe.....	7
Mondialisation .....	7

---

## N

NTIC.....	2
-----------	---

---

## O

OMD.....	1
----------	---

---

## P

Pauvres.....	4
Pays de l'OCDE.....	4
Poissons.....	3
Politique.....	7
Printemps arabe.....	7

---

## R

Ressources halieutiques.....	3
Ressources hydriques.....	6
Revenus.....	4
Riches .....	4

---

## S

Santé publique .....	1
Sécurité .....	7
Société .....	1, 4
Stress hydrique .....	6

---

## T

Techniques .....	2
Technologies .....	3

---

## V

VIH	
-----	--

